



DÉLIBÉRATION N° DEL-074-2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DE LA SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 2025 A 18H30

dans la Salle G. RISTÉRUCCI de la Halle au Blé à Altkirch

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents : (65)

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Bernard BUBENDORF, Nathalie BUCHER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Jean-Marie FREUDENBERGER, Laurent FUCHS, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Madeleine GOETZ, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Agnès HARNIST, Sabine HATTSTATT, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Véronique LIDIN, Christophe LOUYOT, Jean-Marc METZ, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Gérard RENGGLI, Régine RENTZ, Fabienne REY, Denis REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Jean-Claude SCHIELIN, Raphaël SCHMIDLIN, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Christophe SENGELIN, Gilbert SORROLDONI, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMELIN, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, Philippe WAHL, François WALCH, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Messieurs Michel PFLIEGER, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (12)

Madame Danielle BUHLER a donné procuration de vote à Monsieur Christian SUTTER,
Madame Delphine FELLMANN a donné procuration de vote à Madame Marielle THOMANN,
Monsieur Sylvain GABRIEL a donné procuration de vote à Monsieur Philippe WAHL,
Monsieur Matthieu HECKLEN a donné procuration de vote à Madame Danièle BACH,
Madame Rita HELL a donné procuration de vote à Monsieur Raphael SCHMIDLIN,
Madame Agnès LORENTZ a donné procuration de vote à Monsieur Bernard FANKHAUSER,
Madame Estelle MIRANDA-SIVERT a donné procuration de vote à Monsieur Nicolas JANDER,
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration de vote à Monsieur Gilles FREMIOT,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration de vote à Monsieur Fabien ITTY,
Monsieur Rémi SPILLMANN a donné procuration de vote à Madame Véronique LIDIN,
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration de vote à Monsieur Fabien SCHOENIG,
Monsieur Joseph-Maurice WISS a donné procuration de vote à Monsieur Aurélio TOLOSA.

Étaient excusés sans représentation : (6)

Madame Stéphanie KELLER et Messieurs Jean-Claude EGGENSPILLER, Christian GRIENENBERGER, Bertrand IVAIN, Christian LERDUNG, Dominique SPRINGINSFELD.

Étaient non excusés : (6)

Madame Ginette HELL et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Didier LEMAIRE, Philippe RUFI.

CREATION D'UN SERVICE JURIDIQUE COMMUN

Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 65 – Procurations : 12 – Absents : 12 – Exclus : 0

Le Président expose que dans un contexte où les collectivités sont de plus en plus confrontées à une croissance constante du cadre juridique, la création d'un service juridique commun est une solution stratégique pour les communes membres.

Conformément à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé qu'une convention régissant ce service commun soit conclue avec les communes membres intéressées.

Ce service juridique propose le conseil et l'assistance auprès des communes quant à leurs interrogations sur différents domaines (commande publique, recherche de subventions, urbanisme, pouvoir de police, état civil...). Le service juridique commun ne traitera pas les contentieux des communes membres. Dans un premier temps et jusqu'au 30 juin 2026, l'utilisation de ce service sera à titre gratuit. A compter du 1^{er} juillet 2026, le service sera refacturé aux communes, les modalités financières restant encore à déterminer.

La création d'un service commun sera effective sur la base d'une délibération du Conseil communautaire, d'une délibération du Conseil municipal pour chaque commune concernée, ainsi qu'après signature de la convention par l'ensemble des parties concernées.

Pour rappel, un service commun est géré par la Communauté de Communes, les agents mis à disposition relèvent de l'intercommunalité et du pouvoir disciplinaire du Président.

Lors de la séance du 4 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5211-4-2 ;

VU l'avis favorable du Bureau du 4 septembre 2025 ;

VU le projet de convention régissant le service juridique commun ;

Après en avoir délibéré par 70 voix pour, 0 contre et 7 abstentions,

DECIDE la création d'un service juridique commun avec les communes membres.

APPROUVE les termes de la convention se rapportant à ce service commun, tels que présentés par son Président.

AUTORISE son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

Pour extrait conforme
Altkirch, le 1^{er} octobre 2025
Le Président
Gilles FREMIOT

